

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES Afrique de l'Est



Semaine du 08 juillet 2024

Régional

Les exportations régionales de produits frais par le port de Mombasa sont en croissance

Le volume de produits frais exportés par la Tanzanie et l'Ouganda par le port de Mombasa a augmenté cette année de 6%, notamment grâce à l'installation de 1367 points de chargement de conteneurs réfrigérés (795 dans le port de Mombassa, 336 à Nairobi, 216 au port de Lamu et 20 à Naivasha). Le transport de produits périssables par la mer plutôt que par les airs est un moyen de réduire l'empreinte carbone des exportations concernées et de gagner en compétitivité prix sur les marchés internationaux, dont l'Union européenne, en réalisant des économies d'échelles. Pour mettre en œuvre cette chaîne du froid maritime, le port s'est adapté pour donner un traitement spécifique aux conteneurs réfrigérés: priorité donnée dans les ports aux bateaux expéditeurs de produits périssables et mise en place d'un réseau électrique pour alimenter ces nouveaux conteneurs dans les dépôts, terminaux et à bord des bateaux. Le marché mondial de la chaîne logistique du froid est estimé à 182,5 Md USD en 2022 et devrait atteindre 343,8 Md USD en 2027 avec une croissance moyenne de 13,5%.

Burundi

Le Burundi devrait recevoir 190 MUSD de la Banque mondiale, de l'AFD et de l'UE pour un projet d'amélioration d'accès à l'électricité

Ce projet financé par 100 MUSD de subventions de la Banque mondiale et par 90 MUSD de la BEI, l'UE, et l'AFD cible les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes et devrait faciliter leur accès à une électricité fiable et abordable, afin de soutenir la productivité et la création d'emplois. Concrètement, les fonds octroyés devraient permettre (i) de soutenir un projet pilote de distribution électrique dirigé par l'entreprise Weza Power dans le cadre d'un PPP avec le gouvernement, (ii) d'améliorer la fiabilité et la qualité du réseau existant, (iii) d'étendre le réseau de distribution et (iv) d'apporter une assistance technique à certaines agences gouvernementales en lien avec la production et la distribution d'électricité. 2,4 millions d'habitants devraient bénéficier de ce projet, ainsi que 1 200 institutions publiques et 6 000 PMEs. Ce projet fait partie de l'initiative régionale ASCENT (Accelerate the Transformation of Access to Clean and

Sustainable Energy) de la Banque mondiale qui vise à soutenir l'accès à l'électricité de 100 millions de personnes en Afrique de l'Est d'ici à 2030.

Comores

Inauguration de la réhabilitation de la route nationale 2 (RN2)

Le 5 juillet, le président de l'Union des Comores, Azali Assoumani, et le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, ont inauguré le tronçon de 49,2 km de la RN2. Ce dernier, qui relie Moroni, la capitale du pays, à la région de Foumbouni, située au sud-est de l'île, permettra de désenclaver les régions agricoles et d'améliorer l'accès aux centres touristiques du pays. La réhabilitation de cette route s'est déroulée en deux phases : la première phase de 11 km a été achevée en 2021, suivie de la seconde de 38,2 km finalisée en juin 2024. Une fois opérationnel, ce tronçon devrait engendrer une hausse du trafic moyen journalier annuel de 27 %, tout en permettant de réduire les coûts d'exploitation des véhicules légers de 30% et de ceux des poids lourds de 33%. De plus, il permettra de diminuer de moitié le temps de trajet moyen. Le représentant de la BAD a par ailleurs évoqué un prochain projet de don de 136 MUSD, destiné à renforcer la connectivité régionale des Comores. Ce projet devrait inclure la réhabilitation et l'extension du port de Moroni, l'agrandissement du port de Boingoma, la création de zones économiques, ainsi que le soutien à la facilitation du commerce.

Ethiopie

Le Parlement approuve un budget de 971 Md ETB (16,8 Md USD) pour FY2024/25

Le budget du gouvernement fédéral pour l'année fiscale allant du 8 juillet 2024 au 7 juillet 2025 a été approuvé par le Parlement quelques jours avant le début de l'année fiscale, fixée au 8 juillet. Le budget total s'élève à 971,2 Md ETB (16,8 Md USD), en hausse de 21 % par rapport à l'année 2023/24. Le gouvernement anticipe 612 Md ETB de recettes, soit seulement 63 % du budget total, laissant un déficit de 358 Md ETB (2,1 % du PIB). Le gouvernement envisage de financer le déficit à hauteur de 90 % par une levée de dette sur le marché domestique tandis que le reste sera financé par des prêts extérieurs. Côté dépenses, la part consacrée au service de la dette est en nette baisse par rapport à l'année précédente, en raison notamment de la suspension du service de la dette accordée par les créanciers bilatéraux du Common Framework et la Chine en novembre 2023, mais reste importante (de 28 à 14%). Par ailleurs, les allocations budgétaires aux régions constituent le premier poste de dépenses (222,6 Md ETB), soit 23 % du budget total. Les autres postes de dépenses sont les suivants : le développement urbain (10,7%), l'éducation (8 %), la défense (7 %) et la santé (3 %). A noter que la part allouée aux secteurs sociaux connait une forte hausse par rapport à 23/24 (+47 %), portée par la santé (+54%) et l'éducation (+43%). Lors de la présentation de ce budget au Parlement, le Premier ministre Abiy Ahmed a indiqué que celui-ci pouvait être sujet à une importante modification en cas d'accord rapide avec le FMI.

La Banque centrale annonce une réforme de sa politique monétaire

La Banque centrale éthiopienne (NBE) a pris une série de mesures destinées à clarifier son mandat et renforcer son action. Ainsi, la NBE se donne pour mandat d'assurer la stabilité des prix en priorité et le taux directeur devient le principal outil de politique monétaire. Ce dernier sera utilisé par la NBE pour influer sur la création

monétaire et l'octroi de crédit, selon les anticipations d'inflation. Pour le moment, le taux directeur est fixé à 15 % par la NBE. Afin de s'assurer que les taux pratiqués par les banques commerciales suivent la tendance impulsée par la politique monétaire, la NBE annonce qu'elle agira sur la masse monétaire en menant à échéances régulières des opérations d'Open Market. Sera également introduite une facilité de prêt marginal pour permettre aux banques d'emprunter sur 24h auprès de la NBE. Enfin, une plateforme électronique sera mise en place pour faciliter les opérations sur le marché interbancaire. La réforme et modernisation de la politique monétaire de la Banque centrale est un des piliers du HomeGrown Economic Reform (1.0 puis 2.0) du gouvernement éthiopien, et est par ailleurs encouragée par le FMI avec lequel les négociations autour d'un programme sont en cours.

Le ministère de l'Irrigation et des Basses Terres publie une feuille de route pour les 30 prochaines années

Le ministère de l'Irrigation et des Basses Terres a publié une feuille de route pour les 30 prochaines années, basée sur six études menées avec le soutien financier de la Banque mondiale évaluant le potentiel d'irrigation, les besoins et les défis du secteur. D'après ces études, l'Ethiopie utiliserait à peine ses ressources en eau pour l'irrigation, seulement 0,5 % étant employé à cette fin. Le ministère estime que 1,2 Mha de parcelles agricoles sont irriguées, tandis que les études estiment que les projets déjà existants fonctionnent en moyenne à moins de 50 % de leur capacité installée. Des experts estiment le potentiel d'irrigation à 10 Mha en utilisant les 12 bassins d'eau et les eaux souterraines, tandis que les terres irrigables sont d'environ 43 Mha. Lors de son discours au Parlement début juillet, le Premier ministre a annoncé 10 Mha de terres irriguées, soit dix fois plus que les chiffres annoncés par le ministère (1,2 Mha). Pour l'année fiscale 2024/25, le Parlement a approuvé un budget de 9 Md ETB (155,8 MUSD) pour les projets d'irrigations.

Kenya

Le secteur de la construction connaît sa plus faible croissance depuis 17 ans

Le Kenya National Bureau of Statistics (KNBS) a enregistré une croissance du secteur de la construction de 0,1 % au 1^{er} trimestre 2024, la plus faible depuis le 1^{er} trimestre 2007. L'an dernier, la croissance du secteur était de 3 % à la même période. Cette évolution est confirmée par la baisse de la consommation de ciment, de -12,7 % en glissement annuel. Parmi les facteurs en cause on peut notamment citer l'augmentation des taxes d'importation sur le clinker, un des principaux composants du ciment¹. L'augmentation des taxes d'importation sur le clinker de 17,5 % en 2023, qui avait vocation à encourager la production locale, a eu pour effet d'en diminuer drastiquement les importations (-77 % l'an dernier) créant une situation de pénurie ayant pour conséquence une augmentation du coût du ciment. Le secteur de la construction a été à son apogée sous la présidence Kenyatta, en particulier avec la concrétisation du Standard Gauge Railway. Depuis, en raison de la situation dégradée des finances publiques, le gouvernement Ruto n'a pas pu mette en œuvre une politique volontariste de grands travaux, limitée par la capacité d'endettement du pays.

¹ Le clinker est un composant du ciment, qui résulte de la cuisson à très haute température d'un mélange composé d'environ 80 % de calcaire et de 20 % d'aluminosilicates (essentiellement des argiles).

Moody's abaisse encore la note de la dette kenyane

Moody's a encore abaissé la note de la dette kenyane et a averti que les perspectives étaient négatives après qu'une vague de protestations ait conduit le gouvernement à revenir sur son projet de loi de finances et à abandonner les hausses d'impôts proposées afin de réduire le déficit kenyan. Moody's a déclaré dans un communiqué qu'elle abaissait d'un niveau la note de la dette du gouvernement kenyan, la ramenant à Caa1, considérée comme présentant un "risque de crédit très élevé". Elle a expliqué que la décision du gouvernement de ne pas poursuivre les augmentations d'impôts prévues et de s'appuyer plutôt sur des réductions de dépenses pour réduire le déficit budgétaire aura des implications importantes pour la trajectoire budgétaire et les besoins de financement du Kenya. Cette note intervient après que la Kenya Revenue Authority (KRA) a annoncé avoir collecté 18,9 Md USD au cours de l'exercice financier clos le 30 juin, soit une augmentation de plus de 11% par rapport à 2023, mais 4,5% en dessous de l'objectif. La nouvelle notation et les perspectives négatives de Moody's sont susceptibles d'augmenter encore les coûts d'emprunt pour le gouvernement.

Le Président Ruto annonce de nouvelles mesures d'austérité et limoge son gouvernement

Le 4 juillet 2024, le Président Ruto a annoncé de nouvelles mesures d'austérité pour compenser le manque de recettes fiscales proposées dans le projet de loi de finances 2024, retiré suite aux protestations. La dette publique du Kenya s'élève à environ 78,8 Md USD, soit environ 70 % du PIB. Le Président Ruto a annoncé des coupes budgétaires d'environ 1,4 Md USD et un emprunt supplémentaire d'environ 1,3 Md USD. L'emprunt supplémentaire sera utilisé pour financer des services essentiels tels que le programme routier, le programme de subvention des engrais, le règlement des dettes dues aux agriculteurs dans les secteurs du café et de la canne à sucre, le financement de l'enseignement supérieur et le règlement des arriérés dû aux gouvernements des comtés et aux retraités. Parmi les mesures d'austérité figurent i) la dissolution et l'intégration dans les ministères respectifs de 47 sociétés d'État dont les fonctions se chevauchent, ii) la suspension des postes de secrétaires administratifs en chef, iv) la réduction d'au moins 50 % du nombre de conseillers au sein du gouvernement, v) la suppression de budget pour les bureaux de la Première dame, des conjoints du Vice-président et du Premier secrétaire de cabinet et vi) la suspension des voyages non essentiels des fonctionnaires de l'État et de la fonction publique. Par ailleurs, le Président Ruto a limogé tous les ministres et le Procureur général, à l'exception du Vice-président et du Premier ministre.

Madagascar

Inauguration d'une centrale solaire dans la région d'Itasy

Une nouvelle centrale solaire mini-grid a été inaugurée à Madagascar le 6 juillet dernier, dans la commune d'Anosibe Ifanja, district de Miarinarivo. Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre d'un partenariat public-privé entre l'Etat malgache et la société WeLight Madagascar (groupe Axian), porte sur la construction de petits mini-réseaux solaires dans plus de 120 villages situés dans les zones rurales de Madagascar, financés à hauteur de 28 MEUR en 2023 par la BEI, Triodos Investment Management et EDFI ElectriFI, l'initiative de financement de l'électrification financée par l'Union européenne. La centrale d'une capacité installée de 33 kWc, dispose d'une batterie de 82 kWh qui permettra d'approvisionner 500 ménages. WeLight Madagascar a également annoncé la construction d'une bibliothèque, la fourniture de matériels informatiques, la construction de points d'accès à l'eau

potable ainsi qu'un raccordement à l'électricité pour le centre de santé de la commune. En 2019, WeLight avait déjà inauguré une centrale hydroélectrique dans une commune voisine, Sarobaratra. Sur la Grande Île, 85 % de la population est encore dépourvue d'électricité en zone rurale, et les deux-tiers du pays vivent sans électricité.

Octroi de 8 MUSD par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) pour des financements de PME à Madagascar et en Afrique de l'Ouest

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a approuvé, lors de son Conseil d'administration du 27 juin, plusieurs initiatives de financement d'un montant global de 41 MUSD (25 Md FCFA). Dans ce cadre, la BOAD a notamment prévu de soutenir des entreprises africaines en expansion, via le Fonds I&P Afrique Entrepreneurs 3 (IPAE 3). L'objectif est de financer 15 à 17 PME en Afrique subsaharienne, principalement en Afrique de l'Ouest et à Madagascar, et de maintenir ou créer environ 5 000 emplois. I&P soutient déjà actuellement plusieurs entreprises à Madagascar via notamment le fonds IPAE 2 (AerialMetric) ou encore un partenariat avec Miarakap concernant la Laiterie Maminiaina (numéro 1 du fromage à Madagascar). Enfin, la BOAD a validé une prise de participation dans le Fonds AGIA-PD, une initiative pilotée par la Banque africaine de développement (BAD), à hauteur de 10 Md FCFA. L'AGIA-PD est un fonds créé par la BAD, la Commission de l'Union africaine et Africa50 dans le but de réduire le déficit d'infrastructures en Afrique.

Maurice

Hausse de 7,4 % des émissions de prêts bancaires à Maurice en avril 2024 en glissement annuel

En avril 2024, l'émission de prêts bancaires s'élevait à 484,9 Md MUR (9,6 Md EUR), contre 451,5 Md MUR (9 Md EUR) en avril 2023, soit une hausse de 7,4% en glissement annuel selon la Banque centrale de Maurice. Dans le même temps, les ménages ont emprunté 166 Md MUR (soit 34,2% du total des prêts bancaires), 44 Md MUR (9,1%) pour le secteur de l'hébergement et de la restauration, 31 Md MUR (6,4%) pour le secteur du commerce de gros, de détail et de réparation de véhicules, contre 26 Md MUR (5,4%) pour le secteur immobilier. Entre avril 2023 et avril 2024, les prêts bancaires des ménages ont augmenté de 10,9%, alors que ceux du secteur hôtelier et de la restauration ont diminué de 11,5%. S'agissant du commerce de gros et de détail et du secteur immobilier, on observe une hausse respectivement de 14,1% et de 15,6%.

Ralentissement de l'inflation à 2,2 % en juin en glissement annuel

Selon Statistics Mauritius, l'indice des prix à la consommation (IPC), qui était de 100,4 en juin 2023, a atteint 102,9 en mai 2024 et 102,6 en juin 2024, enregistrant une baisse de 0,3% entre mai et juin 2024. Cette baisse de l'inflation provient principalement d'un recul des prix de l'alimentation et des prix du logement, eau électricité et gaz, qui ont reculé respectivement de 0,8% et 1,5% entre mai et juin 2024. En outre, les prix des légumes ont baissé de 0,3% et les prix du gaz de cuisson, de 0,1%. Après avoir augmenté de 2,9% en glissement annuel (g.a.) en mai 2024, le taux d'inflation globale à Maurice a reculé à 2,2% en g.a. en juin 2024, contre 7,9% en juin 2023. Le taux d'inflation sur la période de juin 2023 à juin 2024 s'est établi à 4,5% en moyenne annuelle, contre 10,5% sur la période juin 2022 - juin 2023.

Ouganda

Le gouvernement consacre 51 MEUR à l'industrie dans son budget pour l'exercice 2024/25

Le budget ougandais prévoit de consacrer 51 MEUR à l'industrie, dont 12,9 MEUR venant des ressources domestiques et 39 MEUR de créanciers extérieurs. Le gouvernement de Yoweri Museveni poursuit son soutien au secteur manufacturier, en croissance depuis les années 1980 avec une multiplication par plus de 60 du nombre d'usines depuis 1986. Le budget permettra de financer l'extension de 5 parcs industriels (Namanve, Liao Shen Mbal, Luzira et Bweyogerere) regroupant 246 entreprises, afin de créer des emplois et développer les usines. Le parc industriel de Namanve, qui a nécessité 183 MEUR d'investissements, accueille 10 fois plus d'usines (258) qu'en 2016 et illustre l'Uganda Industrial Vision for 2040, visant à élever la contribution de l'industrie au PIB de 27,6 % à 31 % en 2024 et à y augmenter l'emploi de 26 %. A noter que le secteur manufacturier intervient majoritairement sur les opérations à faible valeur ajoutée, notamment de produits agricoles comme le thé ou le café et est composé à plus de 90 % de PME.

Rwanda

Le Rwanda et l'Italie signent un accord de financement de 50 MEUR pour soutenir des projets de résilience climatique

Les gouvernements du Rwanda et de l'Italie ont signé un accord de financement de 50 MEUR par l'intermédiaire du Fonds italien pour le climat, géré par la Cassa Depositi e Prestiti. L'accord, qui s'inscrit dans le cadre de l'approche de sécurité énergétique en Afrique du plan italien Mattei, vise à appuyer la politique climatique du Rwanda. Les investissements qui porteront à la fois sur des politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans le cadre des contributions déterminées au niveau national, nécessiteront de fortes capacités financières, technologiques et règlementaires. Cet accord de financement s'inscrit dans un cadre plus large impliquant des institutions de financement multilatérales et bilatérales telles que le FMI, le groupe Banque mondiale, l'UE ou encore la BEI.

Le budget rwandais pour l'exercice 2024/2025 projette une hausse des taxes de 12 %

Le budget 2024/25, promulgué le 29 juin dernier, prévoit des recettes fiscales s'élevant à 2970 Md RWF (1,5 Md EUR), en hausse de 333 Md RWF (+12%) par rapport à l'exercice précédent. Les recettes fiscales, représentant 52% du budget, proviendront de l'impôt sur le revenu, sur les bénéfices ou sur les revenus du capital (47,1%), des taxes sur les biens et services (43,8%), des taxes sur les transactions et échanges internationaux (7%) et des taxes sur la propriété (0,2%). Le gouvernement entend atteindre sa cible de collecte en élargissant l'assiette fiscale notamment grâce à l'amélioration des mécanismes d'enregistrement des contribuables et à la révision de certaines lois fiscales. A noter que les ressources domestiques représenteront 3 640 Md RWF (2,6 Md EUR), soit 64% du budget 2024/2025 du Rwanda.

Seychelles

Léger creusement du déficit de la balance commerciale seychellois entre 2022 et 2023

Le déficit de la balance commerciale s'est creusé de 51 MUSD à 62 MUSD entre 2022 et 2023, selon le dernier rapport au titre de l'article IV publié par le FMI le 28 juin. Il ne devrait que légèrement se résorber à 61 MUSD en 2024. Le déficit commercial 2023 s'explique principalement par l'augmentation des importations de biens de 10,2% (de 1,3 Md USD en 2022 à 1,4 Md USD en 2023). Selon les données de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la hausse des importations de biens s'explique principalement par une hausse des achats de réfrigérateurs destinés aux conserves de thons. Les importations d'hydrocarbure ont pour leur part baissé de 7,1% (de 299 MUSD à 279 MUSD). Les exportations de biens ont quant à elles diminué de 3,8% (de 563 MUSD à 544 MUSD), notamment les ventes de thon (-2,1% de 283 MUSD à 277 MUSD). En ce qui concerne les exportations de services, ils ont augmenté de 8,8% (de 1,7 Md USD à 1,8 Md USD), grâce à une hausse des recettes touristiques (+5,7%, de 935 MUSD à 989 MUSD. Les importations de services sont restées stables (+0,5%, autour de 1,0 Md USD).

Somalie

Nouveau membre de la Communauté d'Afrique de l'Est, la Somalie a versé sa contribution de 7,9 MUSD au budget 2024/2025 de l'organisation régionale

La contribution de 7,9 MUSD de Mogadiscio explique largement la hausse du budget de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), qui s'établit à 113,0 MUSD pour l'exercice 2024/2025, contre 103,8 MUSD l'exercice précédent. La CAE nécessite urgemment des contributions pour l'exercice précédent actuellement en suspens : la RDC doit 14,7 MUSD à la CAE, le Burundi 11,2 MUSD et le Soudan du Sud 8,6 MUSD tandis que le Rwanda, l'Ouganda et la Tanzanie ont des arriérés minimes, de moins de 1 MUSD chacun. La CAE a salué l'implication de la Somalie dans le processus d'intégration, et plus particulièrement durant les réunions régionales tenues à Nairobi en juin dernier et appelle désormais le pays à se conformer au cadre réglementaire régional, en accord avec la feuille de route définie conjointement.

Soudan

Propagation des combats dans la zone agricole de Sennar

La situation sécuritaire de l'Etat de Sennar connait depuis la fin juin une forte dégradation à la suite de l'attaque et du pillage par les RSF de trois grandes villes de cet état agricole du sud-est du pays, qui était jusqu'à alors relativement calme. L'ONU a rapporté un nouveau flux de déplacés avec plus de 13 6000 personnes ayant fui l'état vers les états voisins de Kassala, Gadaref et Nil Bleu. Ces développements qui coïncident avec le début de la saison de semence risquent d'exacerber la crise alimentaire dont souffre le pays notamment à cause des difficultés d'acheminement des intrants agricoles vers ces zones. Elles portent également une sérieuse menace à la production de gomme arabique dans la zone de Dinder dans le sud de l'Etat de Sennar ainsi qu'à l'acheminement vers Port Sudan de la production de gomme arabique en provenance de l'Etat du Nil Bleu au Sud de Sennar. En parallèle à la propagation des combats dans ces territoires limitrophes de l'Ethiopie, le Président Ethiopian Abiy Ahmed est arrivé à Port Sudan le 9 juillet. Il s'agit de la première visite d'un président étranger depuis le début du conflit en avril 2023.

Soudan du Sud

20 MUSD pour financer des solutions énergétiques renouvelables dans le secteur des télécommunications

La société de gestion d'actifs « Communication and Renewable Energy » (CREI) a obtenu un financement de 20 MUSD de la Facilité pour l'inclusion énergétique (FEI), ainsi qu'un prêt de 5 MUSD de la Banque de développement finlandaise (Finnfund), pour mettre en œuvre un projet de solutions énergétiques durables au Soudan du Sud. Financée par la Banque africaine de développement (BAD), la FEI est gérée par la banque d'investissement londonienne Lion's Head Global Partners. Les fonds financeront un projet de fourniture d'énergie à des sites de télécommunication, grâce à la construction de 413 solutions électriques hybrides. En plus de contribuer à la réduction des émissions de carbone, ce projet bénéficiera à 2 millions de personnes en permettant l'amélioration du taux de pénétration d'Internet, qui, avec 12,1% en janvier 2024, est parmi les plus bas au monde.

Tanzanie

Ouverture le 25 juillet de la ligne SGR entre Dar es Salam et la capitale Dodoma

Après avoir lancé mi-juin la ligne SGR entre Dar es Salam et Morogoro, la *Tanzania Railways Corporation (TRC)* prolongera le 25 juillet la desserte vers Dodoma, la capitale du pays. Selon le ministre des Transports, Prof. Makame Mbarawa, les trains entre Dar es Salam et Morogoro seraient en moyenne remplis à 90 % de la capacité totale. Par la suite, TRC prévoit d'étendre le SGR de Dodoma à Mwanza et Kigoma. Par ailleurs, les trains de marchandises commenceront bientôt à effectuer des voyages, près de 1 412 wagons ayant été importés de Chine. A terme, le transport de marchandises pourrait constituer la principale utilisation des voies de SGR.

La Tanzanie obtient des financements de l'UE et de la BEI en soutien aux PME

A l'issue de la visite du Vice-président de la BEI, Thomas Östros, l'Union européenne a accordé, dans le cadre du *Global Gateway*, une subvention de 15 MEUR à la Tanzanie pour soutenir les activités des petites et moyennes entreprises (PME). Selon M. Östros, cette subvention financera des services de conseil et une assistance technique aux premiers stades du financement afin de préparer les entreprises à de futurs investissements. Ce financement sera combiné à des prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour fournir des crédits aux banques locales, dans le but d'améliorer l'accès au financement pour les PME et réduire les risques liés aux prêts aux PME. Ces financements mettront l'accent sur le genre et l'économie bleue. La Tanzanie a été le premier bénéficiaire de l'aide de la BEI en Afrique subsaharienne l'année dernière, avec des investissements de 270 MEUR. Ces fonds ont été distribués entre *CRDB Bank PLC* (150 MEUR), *NMB Bank PLC* (100 MEUR) et *KCB Tanzania* (20 MEUR) afin de soutenir les entreprises locales. Les 80 MEUR restants seront alloués à d'autres intermédiaires financiers en Tanzanie.

Le forage d'hélium en Tanzanie est susceptible de répondre à une demande mondiale croissante

Après avoir découvert en 2021 un gisement de 138 Md de pieds cubes (Gpi3), soit le plus grand gisement d'hélium primaire connu au monde, la société *Helium One* va commencer un programme d'essais pour évaluer la disponibilité de l'hélium avant de procéder officiellement au forage, d'ici la fin du mois de juillet. Ces essais

interviennent dans le cadre du projet Rukwa, situé dans le sud-ouest de la Tanzanie, près de Mbeya. Des concentrations d'hélium allant jusqu'à 10,2% ont été enregistrées, ce qui représente une teneur particulièrement élevée. La demande mondiale d'hélium est estimée à environ 6 Md Gpi3 par an. L'hélium est l'un des gaz essentiels utilisés dans les domaines des hautes technologies et de l'industrie, notamment pour la fabrication de la fibre optique et de semi-conducteurs. À ce jour, l'hélium est principalement produit par les États-Unis, le Qatar, l'Algérie, l'Australie et la Russie. Helium One entrevoit des défis importants (infrastructure, logistique) dans la phase d'exploration des gisements d'hélium en Tanzanie.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays: Kenya / Somalie / Burundi / Rwanda

Twitter: DG Trésor Kenya

Contact: Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali: Quentin DUSSART

quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays: Madagascar / Seychelles / Maurice / Comores

Twitter: DG Trésor Madagascar

Contact: Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays: Ethiopie / Djibouti / Erythrée

Contact: Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays: Ouganda / Soudan du Sud

Contact: Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays: Tanzanie

Contact: Annie BIRO <u>annie.biro@dgtresor.gouv.fr</u>

Soudan

Page pays: Soudan

Contact: Almuiz MOHAMAD <u>almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr</u>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction: SER de Nairobi et SE de l'AEOI

Abonnez-vous: olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr